

**LD Financial Advisory International S.à r.l.**

Société à responsabilité limitée

Siège Social : L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper

R.C.S. Luxembourg: B 178800

**ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE  
DU 23 DECEMBRE 2016**

**Me GRETHEN  
N° 12.483**

L'an deux mille seize, le vingt-troisième jour du mois de décembre.

Par-devant Nous, Maître **Léonie Grethen**, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

**A COMPARU :**

**LD Financial Advisory**, une société à responsabilité limitée établie et existant en vertu du droit français, ayant son siège social au 5 boulevard de la Madeleine, 75001 Paris, France, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 538 593 377 (l'**Associé Unique**),

ici représentée par Madame Rachida El Farhane, salariée, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 21 décembre 2016. Laquelle procuration, après avoir été signée *ne varietur* par la mandataire du comparant et le notaire instrumentaire, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée avec elles.

Le comparant, représenté par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter que :

Le comparant est l'associé unique de la société à responsabilité limitée établie dans le Grand-Duché de Luxembourg sous la dénomination « **LD Financial Advisory International S.à r.l.** » (ci-après, la **Société**), ayant son siège social au 7, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 178800, constituée par acte de Maître Carlo Wersandt, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 5 juillet 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2212, en date du 10 septembre 2013, et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par acte de Maître Carlo Wersandt, prénommé, en date du 5 juillet 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 2655, en date du 24 octobre 2013.

## RESOLUTIONS

- I. L'associé unique décide de transférer le siège social, ainsi que le siège administratif et le siège de direction effective de la Société de son adresse actuelle au Grand-Duché de Luxembourg en France, et par conséquent de changer la nationalité de la Société. En conséquence, la Société poursuivra ses activités sous les lois applicables en France, sous une nouvelle forme sociale et à son nouveau siège, sans que ce changement de nationalité, de forme, et le transfert de siège de la Société ne donnent lieu à la constitution d'une personne juridique nouvelle, d'un point de vue juridique luxembourgeois.
- II. L'associé unique décide de transformer avec effet à la date des présentes la Société en société par action simplifiée régit par les articles L.227-1 à L.227-20 du Code de commerce français.
- III. L'associé unique décide que l'adresse du siège social en France sera fixée à 58bis, rue de la Boétie, 75008 Paris, France.
- IV. L'associé unique confirme que la Société demeurera, à la suite du changement de nationalité, de sa transformation et du transfert de son siège, propriétaire de l'ensemble de ses actifs et passifs, sans limitation ni discontinuité. La Société continuera dès lors d'être propriétaire de tous ses actifs et passifs encourus ou nés avant le transfert, la transformation et le changement de nationalité.
- V. L'associé unique décide d'accepter la démission de **M. Laurent Dubois** ayant son adresse au 5 boulevard de la Madeleine, 75001 Paris, France, en sa qualité de gérant de la Société et de lui accorder décharge pour l'exercice de son mandat jusqu'à la date de sa démission.
- VI. La migration sera effective d'un point de vue juridique luxembourgeois à la date des présentes.
- VII. L'associé unique décide que l'exercice social de la Société se clôturera exceptionnellement à la date des présentes.
- VIII. L'associé unique décide, en conséquence de l'adoption des décisions précédentes, d'adopter article par article, puis dans son ensemble, le texte des statuts de la Société sous sa nouvelle forme sociale, alors soumise aux lois applicables en France, afin de leur donner la teneur suivante :

### « TITRE I

#### **FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE - DUREE**

##### **ARTICLE 1 – Forme**

*La Société est une société par actions simplifiée régie par les dispositions légales applicables et par les présents Statuts.*

*Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs Associés. Lorsque la Société ne comporte qu'un seul Associé, il exerce les pouvoirs dévolus à l'Assemblée Générale.*

*La Société ne peut faire d'offre au public de titres financiers sous sa forme actuelle de société par actions simplifiée.*

*Elle peut émettre toutes valeurs mobilières définies à l'article L.211-2 du Code monétaire et financier, donnant accès au capital ou à l'attribution de titres de créances, dans les conditions prévues par la loi et les présents Statuts.*

## **ARTICLE 2 – Objet social**

*La Société peut réaliser toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations, en France et à l'étranger.*

*La Société peut notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et droits de propriété intellectuelle de toute origine, et participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise. Elle peut également acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et droits de propriété intellectuelle, les faire mettre en valeur et les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement.*

*La Société peut accorder tout concours (par voie de prêts, avances, garanties, sûretés ou autres) aux sociétés ou entités dans lesquelles elle détient une participation ou qui font partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société (notamment par exemple, ses associés ou entités liées).*

*En général, la Société peut également réaliser toute opération financière, commerciale, industrielle, mobilière ou immobilière, prendre toutes mesures pour sauvegarder ses droits et réaliser toutes opérations, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui favorisent son développement.*

*La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de parts sociales et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts, convertibles ou non, et/ou de créances. Elle peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. La Société peut en outre nantir, céder, grever de charges ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur tout ou partie de ses avoirs.*

## **ARTICLE 3 - Dénomination sociale**

*La Société a pour dénomination sociale :*

**LD FINANCIAL ADVISORY INTERNATIONAL**

*Sur tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « société par actions simplifiée » ou des initiales « S.A.S. » et de l'énonciation du capital social.*

## **ARTICLE 4 - Siège social**

*Le siège social est fixé :*

**58 bis, rue de la Boétie – 75008 Paris**

*Il peut être transféré en tout autre lieu par décision de l'Assemblée Générale.*

### **ARTICLE 5 – Durée**

*La Société, sauf prorogation ou dissolution anticipée, a une durée de 99 ans à compter du jour de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.*

*Les décisions de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée sont prises par l'Assemblée Générale.*

## **TITRE II**

### **APPORTS - CAPITAL SOCIAL - FORME DES ACTIONS - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS**

### **ARTICLE 6 – Apports**

*Il a été procédé, par la société LD FINANCIAL ADVISORY lors de la constitution de la Société, à un apport en nature de 500 parts sociales de la société MCE Investissement S.à.r.l, société à responsabilité limitée, de droit luxembourgeois, ayant son siège social sis 6A, route de Trèves – L2633 Senningerberg (Luxembourg), enregistrée auprès du Registre du commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B168930, pour un montant de 12.500 euros.*

*Aux termes des décisions extraordinaires de l'Associé unique en date du 5 juillet 2003, le capital social a été porté à 176.450 euros, par la création et l'émission de cent soixante-trois mille neuf cent cinquante (163.950) nouvelles parts sociales de préférence d'une valeur nominale d'un euro (1€) chacune, suite à la conversion d'une créance d'un même montant détenue par l'Associé unique à l'encontre de la Société.*

*Aux fins des présents Statuts, l'apporteur ci-avant listé, ainsi que toute autre personne qui viendrait à détenir, par voie d'acquisition, de souscription, de donation, d'échange, d'attribution ou de quelque autre manière que soit, des actions de la Société seront désignés ensemble les « **Associés** » et individuellement un « **Associé** ».*

### **ARTICLE 7 - Capital social**

*Le capital social est fixé à la somme de **cent soixante-seize mille quatre cent cinquante euros (176.450 €)**, divisé en cent soixante-seize mille quatre cent cinquante actions (176.450) d'une valeur nominale d'un euro (1 €) chacune, toutes entièrement libérées, dont :*

- douze mille cinq cents (12.500) sont des actions ordinaires ; et*
- cent soixante-trois mille neuf cent cinquante (163.950) sont des actions de préférence (les « **Actions de Préférence** »).*

*Les actions ordinaires et les Actions de Préférence, sauf référence spécifique, sont appelées dans les présents statuts, les actions.*

### **ARTICLE 8 - Modifications du capital social**

**8.1.** *Le capital ne peut être augmenté ou réduit que par l'Assemblée Générale statuant sur le rapport du Président.*

*Le capital social peut être augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou*

*de préférence, soit par majoration du montant nominal des actions existantes.*

*Il peut également être augmenté par l'exercice des droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.*

*Les titres de capital nouveaux sont émis soit à leur montant nominal, soit à ce montant majoré d'une prime d'émission.*

*Ils sont libérés soit par apport en numéraire y compris par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, soit par apport en nature, soit par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, soit en conséquence d'une fusion ou d'une scission.*

*Ils peuvent aussi être libérés consécutivement à l'exercice d'un droit attaché à des valeurs mobilières donnant accès au capital comprenant, le cas échéant, le versement des sommes correspondantes.*

**8.2** *L'Assemblée Générale peut déléguer au Président la compétence ou les pouvoirs nécessaires à l'effet de décider ou de réaliser, dans les conditions et délais prévus par la loi, une augmentation de capital.*

**8.3** *En cas d'augmentation du capital en numéraire, les Associés ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des nouveaux titres émis. Toutefois, les Associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la loi.*

**8.4** *Les actions nouvelles de numéraire doivent obligatoirement être libérées, lors de la souscription, de la quotité du nominal prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.*

#### **ARTICLE 9 - Forme des titres de capital de la société**

*La Société ne pouvant faire d'offre au public de titres financiers, les valeurs mobilières émises par celle-ci sont obligatoirement nominatives.*

*Elles sont inscrites en compte conformément à la réglementation en vigueur et aux usages applicables.*

*Tout Associé peut demander à la Société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte. Les attestations d'inscription en compte sont valablement signées par le Président de la Société ou toute autre personne ayant reçu délégation du Président à cet effet.*

*La réunion de toutes les actions en une seule main n'entraîne pas la dissolution de la Société qui continue d'exister avec un Associé unique. Dans ce cas, l'Associé unique exerce tous les pouvoirs dévolus à l'Assemblée Générale.*

#### **ARTICLE 10 - Droits et obligations attachés aux actions**

##### **10.1 Actions ordinaires**

**10.1.1** *Sous réserve du Dividende Préférentiel attaché aux Actions de Préférence, tel que défini à l'Article 26 ci-après, toute action donne droit dans les bénéfices et l'actif social à une part nette proportionnelle à la quotité de*

capital qu'elle représente.

**10.1.2.** Les Associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

**10.1.3.** Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis doivent se faire représenter auprès de la Société par l'un d'entre eux ou par un mandataire unique désigné en justice en cas de désaccord.

**10.1.4.** Le droit de vote attaché aux actions démembrées appartient au nu-propriétaire pour toutes les décisions collectives, sauf celle concernant l'affectation du résultat de l'exercice où il est réservé à l'usufruitier.

**10.1.5.** Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires de titres isolés ou en nombre inférieur à celui requis ne pourront exercer ce droit qu'à condition d'avoir fait leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou de titres nécessaires.

## **10.2 Actions de Préférence**

**10.2.1.** Les Actions de Préférence confèrent à leur titulaire un droit à Dividende Préférentiel dont les modalités sont définies à l'Article 26.2 ci-après.

**10.2.2.** En cas de liquidation de la Société, les Actions de Préférence seront remboursés par priorité sur les actions ordinaires.

Les Actions de Préférence seront privées de tout boni de liquidation de quelque nature que ce soit.

**10.2.3.** La date de maturité des Actions de Préférence est fixée au 10<sup>ème</sup> anniversaire de leur date d'émission (la « **Date de Maturité** »).

A la Date de Maturité, les Actions de Préférence seront rachetées et annulées, et le capital social de la Société sera diminué proportionnellement.

Le prix de rachat des Actions de Préférence doit comprendre la valeur nominale ci-dessus et le Dividende Préférentiel dû à la date de rachat.

**10.2.4.** Les titulaires d'Actions de Préférence seront constitués en assemblée spéciale soumise aux règles de quorum et majorité de l'article L225-99 du Code de commerce. Aucune décision concernant la modification des droits attachés aux Actions de Préférence ne peut être valablement prise sans l'accord de l'assemblée spéciale des titulaires d'Actions de Préférence.

## **TITRE III**

### **NEGOCIABILITE DES ACTIONS - PROPRIETE DES ACTIONS - TRANSMISSION DES ACTIONS**

#### **ARTICLE 11 - Négociabilité des actions**

Les actions sont librement négociables après l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation de celle-ci.

Les actions demeurent négociables après la dissolution de la Société et jusqu'à

*la clôture de la liquidation.*

#### **ARTICLE 12 - Propriété des actions et autres titres de capital**

*La propriété des actions et des autres titres de capital résulte de leur inscription en compte individuel au nom de l'Associé ou des Associés titulaires sur le registre que la Société tient à cet effet au siège social. La transmission des actions et des autres titres de capital s'opère à l'égard de la Société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement signé par le cédant ou son mandataire. La Société est tenue de procéder à cette inscription sur un registre tenu chronologiquement, dit « registre des mouvements de titres », et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement enregistré.*

#### **ARTICLE 13 - Agrément**

*13.1. En présence d'un Associé unique, les transferts d'actions sont libres.*

*13.2. En cas de pluralité d'Associés, les actions de la Société ne peuvent être cédées hormis entre Associés qu'après agrément préalable donné par décision de l'Assemblée Générale de la Société.*

*13.3. La demande d'agrément doit être notifiée au Président par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle indique le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de cession, l'identité de l'acquéreur s'il s'agit d'une personne physique et s'il s'agit d'une personne morale, les informations suivantes : dénomination, forme, siège social, numéro RCS, identité des dirigeants, montant et répartition du capital.*

*Le Président notifie cette demande d'agrément aux Associés.*

*13.4. La décision de l'Assemblée Générale sur l'agrément doit intervenir dans un délai de deux mois à compter de la notification de la demande visée ci-dessus.*

*Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée avec accusé de réception.*

*Si aucune réponse n'est intervenue à l'expiration du délai ci-dessus, l'agrément est réputé acquis.*

*13.5. Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.*

*En cas d'agrément, la cession projetée est réalisée par l'Associé cédant aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions au profit du cessionnaire agréé doit être réalisé dans un délai d'un mois de la notification de la décision d'agrément ; à défaut de réalisation de transfert des actions dans ce délai, l'agrément sera caduc.*

*En cas de refus d'agrément, la Société doit dans un délai de trois mois à compter de la décision de refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les actions de l'Associé cédant soit par des Associés soit par des tiers.*

*Lorsque la Société procède au rachat des actions de l'Associé cédant, elle est tenue dans les six mois de ce rachat de les céder ou de les annuler, avec l'accord du cédant, au moyen d'une réduction de son capital social.*

*Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la Société est fixé d'un*

*commun accord entre les parties. A défaut d'accord sur ce prix, celui-ci est déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil.*

**13.6.** *Les stipulations du présent article s'appliquent mutatis mutandis aux cessions de titres de capital autres que les actions.*

#### **TITRE IV**

### **ADMINISTRATION ET DIRECTION DE LA SOCIETE - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS - COMMISSAIRES AUX COMPTES**

#### **ARTICLE 14 - Président de la Société**

*La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, conformément aux dispositions de l'article L.227-6 du Code de commerce, assisté le cas échéant d'un ou plusieurs Directeurs Généraux.*

##### **14.1 Nomination**

*Le Président peut être une personne physique ou morale, Associée ou non de la Société.*

*Lorsqu'une personne morale est nommée Président, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.*

*En cours de vie sociale, le Président est nommé par l'Assemblée Générale dans les conditions stipulées à l'article 19 des présents Statuts. Il est révocable de ses fonctions de Président sur décision de l'Assemblée Générale.*

*Le Président pourra être rémunéré au titre de ses fonctions sur décision de l'Assemblée Générale.*

##### **14.2 Durée des fonctions**

*Le mandat du Président aura une durée indéterminée.*

*Les fonctions du Président prennent fin par le décès, l'incapacité, l'interdiction, l'empêchement, la révocation ou la démission avec un délai de prévenance raisonnable.*

##### **14.3 Pouvoirs**

*Le Président représente la Société et dispose des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom et pour le compte de la Société, dans les limites de son objet social et des décisions relevant de la compétence exclusive de l'Assemblée Générale en application des dispositions de l'article L.227-9 du Code de commerce et des présents Statuts.*

*Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des Statuts suffise à constituer cette preuve.*



### **ARTICLE 15 - Directeurs Généraux**

*Le Président peut se faire assister par un ou plusieurs Directeurs Généraux, personnes physiques ou morales, Associés ou non de la Société.*

*Les Directeurs Généraux sont nommés par l'Assemblée Générale sur proposition du Président. Ils sont révocables de leurs fonctions ad nutum sur décision de l'Assemblée Générale. Le mandat des Directeurs Généraux aura une durée de deux années ; il est indéfiniment renouvelable.*

*Les autres stipulations relatives au statut du Président, sa rémunération et la cessation de ses fonctions s'appliqueront mutatis mutandis aux Directeurs Généraux.*

*Sauf limitations fixées par la décision qui les nomme ou par une décision ultérieure, les Directeurs Généraux disposent des mêmes pouvoirs que le Président et sont sujets aux mêmes restrictions.*

### **ARTICLE 16 - Conventions entre la Société et ses dirigeants**

*Les conventions définies à l'article L.227-10 du Code de commerce sont soumises aux formalités de contrôle prévues par ledit article.*

*Le commissaire aux comptes ou, à défaut, le Président présente à l'Assemblée Générale un rapport sur la conclusion et l'exécution des conventions au cours de l'exercice écoulé.*

*L'Assemblée Générale statue sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes de cet exercice : l'Associé intéressé est privé de droit de vote au titre de cette décision et ses actions ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.*

*Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les éventuelles conséquences dommageables pour la Société.*

*Les conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales ne sont pas soumises à la procédure susvisée.*

### **ARTICLE 17 - Commissaires aux comptes**

*L'Assemblée Générale désigne, lorsque cela est obligatoire en vertu des dispositions légales et réglementaires, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants.*

*Les commissaires aux comptes doivent être invités à participer à toutes les décisions collectives dans les mêmes conditions que les Associés.*

## **TITRE V**

### **DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES**

### **ARTICLE 18 - Compétence de l'Assemblée Générale**

*Outre ce qui est prévu par la loi, l'Assemblée Générale des Associés est seule*

*compétente pour prendre les décisions suivantes :*

- approbation des comptes annuels et affectation du résultat ;*
- approbation des conventions définies à l'article L.227-10 du Code de commerce ;*
- nomination, rémunération et révocation du Président ;*
- nomination, rémunération et révocation de Directeurs Généraux ;*
- nomination et révocation des commissaires aux comptes ;*
- rachat d'actions de la Société ;*
- augmentation, amortissement et réduction du capital social ;*
- fusion, scission ou apport partiel d'actif ;*
- transfert du siège social ;*
- transformation de la Société ;*
- liquidation ou dissolution de la Société ;*
- agrément d'un nouvel Associé ;*
- toute autre décision modifiant les Statuts ; et*
- les décisions visées à l'article L.227-19 du Code de commerce.*

#### **ARTICLE 19 - Quorum - Règles de majorité**

*Chaque Associé a le droit de participer à l'Assemblée Générale par lui-même ou par le mandataire de son choix.*

*Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent.*

*Chaque action donne droit à une voix.*

*Les décisions sont adoptées à la majorité absolue des voix dont disposent tous les Associés.*

*Par exception, les décisions visées à l'article L.227-19 du Code de commerce doivent être prises à l'unanimité des Associés.*

#### **ARTICLE 20 - Modalités des décisions collectives**

*L'Assemblée Générale délibère par voie de réunion en assemblée, par voie de consultation écrite ou par signature d'un acte.*

*Les décisions collectives statuant sur les comptes sociaux sont obligatoirement prises en assemblée, sauf en cas d'Associé unique. Sont également prises en assemblée les décisions soumises aux Associés à l'initiative du commissaire aux comptes ou d'un mandataire désigné par justice.*

*Les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Président.*

*Pendant la période de liquidation de la Société, les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Liquidateur.*

*L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation.*

*Tout Associé a le droit de participer aux Assemblées Générales, personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective.*

*Les décisions de l'Assemblée Générale sont répertoriées dans un registre coté et paraphé.*

*Si la Société dispose d'un commissaire aux comptes, celui-ci doit être invité à participer à toute décision collective, en même temps et dans la même forme que les Associés.*

#### **ARTICLE 21 - Tenue d'une assemblée**

*Les Associés se réunissent en assemblée au siège social ou en tout autre lieu mentionné dans la convocation.*

*La convocation est effectuée par écrit, au moins sept (7) jours avant la date prévue de l'assemblée. Elle indique l'ordre du jour. Toutefois, l'assemblée peut se réunir sur convocation verbale et sans délai si tous les Associés sont présents et y consentent.*

*L'assemblée est présidée par le Président ou, en son absence, par un Associé désigné par l'Assemblée Générale.*

*Les Associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre Associé ou par un tiers. Les pouvoirs peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par télécopie.*

*Sauf exceptions légales, sont réputés présents à l'Assemblée Générale les Associés y assistant par tous moyens de télécommunication permettant l'identification tels que la téléconférence ou la visioconférence.*

*L'Assemblée Générale réunie en assemblée ne délibère valablement si les Associés présents ou représentés représentent au moins les trois-quarts des droits de vote attachés aux actions.*

*Le président de séance établit un procès-verbal des délibérations devant contenir les mentions prévues à l'article 22 ci-après.*

#### **ARTICLE 22 - Procès-verbaux des décisions collectives**

*Les décisions de l'Assemblée Générale prises en assemblée doivent être constatées par écrit dans des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles numérotées. Les procès-verbaux sont signés par le président de l'assemblée et par les Associés.*

*Les procès-verbaux doivent indiquer la date et le lieu de la réunion, les nom, prénom et qualité du président de séance, l'identité des Associés présents ou représentés, les documents et informations communiqués préalablement aux Associés, un résumé des débats, ainsi que le texte des résolutions mises aux voix et pour chaque résolution le sens du vote de chaque Associé.*

*En cas de décision collective résultant du consentement des Associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux Associés. Il est signé par tous les Associés et retranscrit sur le registre spécial ou sur les feuilles mobiles numérotées visés*

ci-dessus.

### **ARTICLE 23 - Information préalable des Associés**

*Lorsque les décisions collectives doivent être prises en application de la loi sur le ou les rapports du Président et/ou des commissaires aux comptes, le ou les rapports doivent être communiqués aux Associés dans un délai suffisant avant la date de la prise de décision.*

*Les Associés peuvent à toute époque mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la Société, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, s'il y a lieu, des rapports de gestion du Président et des rapports des commissaires aux comptes.*

## **TITRE VI**

### **EXERCICE SOCIAL - COMPTES ANNUELS - AFFECTATION DES RESULTATS**

#### **ARTICLE 24 - Exercice social**

*L'exercice social commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.*

#### **ARTICLE 25 - Etablissement et approbation des comptes annuels**

*Le Président établit les comptes annuels de l'exercice et le rapport de gestion.*

*Dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice, l'Assemblée Générale doit statuer sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion et des rapports du commissaire aux comptes, le cas échéant.*

*Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport de gestion du groupe et les rapports du commissaire aux comptes, le cas échéant.*

#### **ARTICLE 26 - Affectation et répartition des résultats**

**26.1.** *Sauf le cas spécifique des Actions de Préférence traité par les présents statuts, toute action donne droit à une part nette proportionnelle à la quote-part du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, au cours de l'existence de la Société comme en cas de liquidation.*

**26.2.** *Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les Associés décident sa distribution, en totalité ou en partie, ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves dont ils règlent l'affectation et l'emploi, étant précisé que tout dividende préférentiel annuel encouru et dû sur les Actions de Préférence seront payés préalablement à toute distribution de dividendes ou autre affectation (le « **Dividende Préférentiel** »).*

*Le Dividende Préférentiel correspondra aux revenus perçus par la Société sur les actifs désignés par le Président, diminué d'une marge déterminée par le Président.*

*Dans le cas où la Société ne serait pas en mesure de payer le Dividende Préférentiel pour une année donnée du fait d'une insuffisance de profit*

*distribuable, le Dividende Préférentiel qui aurait dû être payé durant cette année sera cumulé et reporté à l'année financière suivante.*

*Toute distribution de dividende supplémentaire effectuée par la Société ne bénéficiera qu'aux Associés titulaires d'actions ordinaires, les Associés titulaires d'Actions de Préférence n'étant éligibles à aucune autre distribution de dividende hormis à celle du Dividende Préférentiel.*

*Cependant, hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux Associés, lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital.*

*Un acompte à valoir sur le dividende d'un exercice peut être mis en distribution dans les conditions prévues aux articles L.232-12 et R.232-17 du Code de commerce.*

**26.3.** *Sous réserve du respect des dispositions de l'Article 26.2 ci-dessus, l'Assemblée Générale peut décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire ou sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués.*

*Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.*

*L'Assemblée Générale ou, sur délégation, le Président fixe les modalités de paiement des dividendes.*

*En tout état de cause, la mise en paiement des dividendes en numéraire doit intervenir dans un délai maximal de neuf (9) mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation par autorisation de justice.*

*L'Assemblée Générale a la faculté d'accorder à chaque Associé, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividendes, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividendes en numéraire ou en actions.*

## **TITRE VII**

### **DISSOLUTION - LIQUIDATION DE LA SOCIETE**

#### **ARTICLE 27 - Prorogation**

*Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, le Président doit provoquer une réunion de l'Assemblée Générale à l'effet de décider, dans les conditions requises pour la modification des Statuts, si la Société doit être prorogée.*

#### **ARTICLE 28 - Dissolution - Liquidation de la Société**

*La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi ou en cas de dissolution anticipée décidée par décision de l'Assemblée Générale.*

*La décision de l'Assemblée Générale qui constate ou décide la dissolution nomme un ou plusieurs liquidateurs.*

*Le liquidateur, ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente la Société. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable. Il*

*est habilité à payer les créanciers sociaux et à répartir le solde disponible entre les Associés.*

*Les Associés peuvent autoriser le liquidateur à continuer les affaires sociales en cours et à en engager de nouvelles pour les seuls besoins de la liquidation.*

*Le produit net de la liquidation, après apurement du passif, est employé au remboursement intégral du capital libéré et non amorti des actions, étant précisé que les Associés titulaires d'Actions de Préférence seront remboursés en priorité par rapport aux Associés titulaires d'actions ordinaires.*

*Le surplus, s'il en existe, est réparti entre les Associés titulaires d'actions ordinaires proportionnellement au nombre d'actions de chacun d'eux, les Associés titulaires d'Actions de Préférence ne pouvant recevoir aucun boni de liquidation de quelque nature que ce soit.*

*Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les Associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.*

## **TITRE VIII**

### **CONTESTATIONS**

#### **ARTICLE 29 - Contestations**

*Toutes les contestations entre les Associés et/ou la Société relatives aux affaires sociales pendant la durée de la Société ou de sa liquidation, seront dans la mesure du possible réglées à l'amiable dans un délai de trente (30) jours à compter de leur survenance.*

*En cas d'absence d'accord passé ce délai, la personne la plus diligente saisira le Tribunal de Commerce du lieu du siège social. »*

**IX.** L'associé unique décide de nommer, conformément à l'article 18 des nouveaux statuts de la Société, avec effet à la date des présentes et pour une durée indéterminée, la société **LD Financial Advisory**, une société à responsabilité limitée établie et existant en vertu du droit français, ayant son siège social au 5 boulevard de la Madeleine, 75001 Paris, France, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 538 593 377, en qualité de Président de la Société.

**X.** L'associé unique décide de nommer les personnes suivantes en tant que commissaires aux comptes de la Société pour une période de six ans courant à compter des présentes :

#### **Commissaire aux comptes titulaire :**

Cabinet JLA Audit, société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes sous la forme d'une société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 77-81 boulevard de la République, 92250 La Garenne-Colombes, France et immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 417 999 125

#### **Commissaire aux comptes suppléant :**

RSM PARIS, société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes

sous la forme d'une société par actions simplifiée, ayant son siège social au 26, rue Cambacérès, 75008 Paris, France et immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 792 111 783,

lesquelles ont déclaré accepter lesdites fonctions, chacun d'eux précisant n'être soumis à aucune incompatibilité ou interdiction.

### **FRAIS**

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge à raison des présentes, sont évalués à la somme de mille euros (EUR 1.000,-).

### **DECLARATION**

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête du mandataire de la personne comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la requête de la personne comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

**DONT ACTE**, fait et passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la personne comparante, connue du notaire par son nom et prénom, état et demeure, elle a signé avec Nous notaire, le présent acte.

(signé) El Farhane, GRETHEN

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 27 décembre 2016

Relation: 1LAC/2016/41660

Reçu soixante-quinze euros

(75,00 €)

Le Receveur (s) Paul MOLLING

Pour expédition conforme délivrée sur demande à la société prénommée.

Luxembourg, le 6 janvier 2017